

 <https://france3-regions.francetvinfo.fr/normandie/seine-maritime/rouen/ce-que-risquent-les...>

 Écrit par Manon Loubet

 2 min read


# Ce que risquent les auteurs des menaces d'attentat dans les établissements scolaires

Mardi 19 et mercredi 20 septembre 2023, plusieurs établissements ont reçu des mails menaçant de commission d'attentat dans l'agglomération de Rouen. Un mineur de 17 ans a été interpellé. Que risquent les auteurs de ce type de message ?

De nombreux lycées ou collèges ont été la cible de mails menaçant de commission d'attentat sur les boîtes fonctionnelles des établissements. Ces messages ont été envoyés mardi 19 et mercredi 20 septembre 2023, dans l'agglomération de Rouen (Seine-Maritime), mais aussi un peu partout en France.

Un mineur de 17 ans a été interpellé par la Direction territoriale de la police judiciaire, ce mercredi, dans l'après-midi. S'il s'agit d'une mauvaise blague, que risque l'auteur (ou les auteurs) de ce type de messages ?

Selon l'article 322-14 du Code pénal, les auteurs risquent deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

 Le fait de communiquer ou de divulguer une fausse information dans le but de faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration dangereuse pour les personnes va être ou a été commise est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de communiquer ou de divulguer une fausse information faisant croire à un sinistre et de nature à provoquer l'intervention inutile des secours.

Pour rappel, voici les établissements scolaires visés par ces menaces dans l'agglomération de Rouen : les lycées Blaise-Pascal à Rouen, Gustave-Flaubert à Rouen, Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen, Marcel-Semhat à Sotteville-lès-Rouen, Fernand-Léger à Grand-Couronne, Auguste-Bartholdi à Barentin, Camille Saint-Saëns à Rouen, Les Bruyères à Sotteville-lès-Rouen mais aussi le lycée des métiers Grieu à Rouen, le collège Fontenelle à Rouen et le CFA Simone-Veil à Rouen.

"Une fouille de sécurité de levée de doute a été effectuée dans chacun des établissements concernés", indique la préfecture. Les parents et élèves ont été prévenus de la réouverture de ces établissements dès jeudi matin.

D'autres établissements ont également été l'objet de menaces dans l'Eure.

Generated with Reader Mode